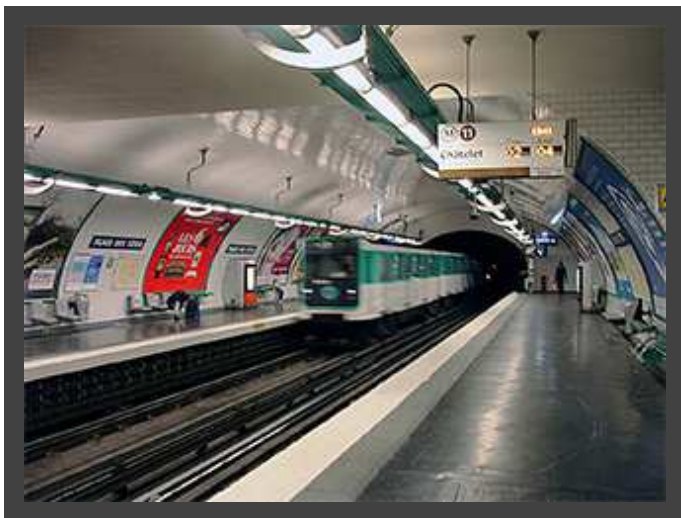


Le prolongement de la ligne 11 du métro parisien sur les rails

01.06.2015

Les travaux préparatoires du prolongement de la ligne 11 du métro parisien ont été lancés lundi à Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, sur fond de campagne électorale pour les régionales de décembre. Le président de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, mais aussi les deux candidats à sa succession, Claude Bartolone (PS) et Valérie Pécresse (Républicains), avaient fait le déplacement, à six mois des élections.



Le métro 11. ©
iledefrance.fr

Un puits de 7 mètres de diamètre est creusé depuis mai au milieu des barres d'immeubles, à l'endroit où sera construite l'une des six nouvelles stations de la ligne 11, afin de "vérifier la qualité des sols", a expliqué le chef de projet, Benjamin Claustre. Cette première phase, officialisée par la signature lundi d'une charte de travaux préparatoires, permettra ensuite d'entamer les travaux du prolongement à l'est de la ligne sur 5,4 kilomètres et l'aménagement de stations existantes.

Un chantier qui s'étendra sur 5 à 7 ans selon les estimations du Syndicat des transports d'Ile-de-France et dont le budget a été fixé à 1,3 milliard d'euros, financés par la Région, l'Etat, la **Société du Grand Paris (SGP)**, le Conseil départemental, la Ville de Paris et la **RATP**.

"C'est une ligne indispensable, on ne peut pas accepter que la maire de Paris ne respecte pas ses engagements", a souligné la candidate des Républicain aux régionales, **Valérie Pécresse**, qui s'était déplacée pour l'occasion. Accusée en avril par la RATP de ne pas avoir "amené sa part" du financement des travaux, la Ville de Paris avait indiqué à l'AFP qu'elle n'entendait pas "financer des infrastructures en dehors de son territoire". "Si le plan de financement n'est pas bouclé aujourd'hui, c'est autant de retard de pris", a poursuivi la candidate, qui avait fait part de son inquiétude concernant les délais de livraison des travaux dans un communiqué plus tôt dans la matinée.

"Aucun engagement n'a jamais été pris par la Ville de financer l'infrastructure hors de son territoire", a répété à l'AFP un porte-parole lundi. "Sur le financement on sera au rendez-vous et ce sera d'autant plus facile que c'est une ligne qui va permettre d'améliorer les choses à la fois pour la banlieue et pour Paris", a rétorqué son adversaire socialiste, **Claude Bartolone**, qui "s'est battu depuis 1998" pour "quelque chose soit fait sur cette ligne 11".

Le métro s'arrêtera dans cinq communes de la banlieue est de Paris: Les Lilas, Romainville, Noisy-le-Sec, Montreuil et Rosny-sous-Bois et desservira "plus de 82 000 habitants et emplois" d'après la RATP. Interrogée par la presse la semaine dernière en marge du Conseil de Paris, **Anne Hidalgo** avait évoqué la possibilité d'utiliser les fonds destinés à la péréquation régionale pour financer le projet. Paris verse chaque année 500 millions d'euros au titre de la solidarité avec les autres collectivités, dont 60% au niveau national et 40% au niveau régional, avait-elle rappelé. "La ligne 11 et son prolongement sont un sujet majeur. Je préconise que (...) sur le financement de la ligne 11 on donne la possibilité à (la) Métropole du Grand Paris de pouvoir flécher une partie des sommes de péréquation qui vont sur la région Ile-de-France pour financer par exemple ce projet majeur pour notre région et pour la Seine-Saint-Denis", avait-elle dit.